

LES LOIS ET LES MOTS QUI NOUS ASSERVISSENT



Droit
maritime

par

Michael Tellinger



Michael Tellinger

<https://michaeltellinger.com>

www.ubuntuparty.org.za

<https://www.youtube.com/channel/UCLF2DONV6JCJUs6eK6POaxg>

<https://michaeltellinger.com/ubuntu/>

<https://michaeltellinger.vhx.tv>

<https://www.facebook.com/michaeltellinger>

LA FRAUDE

«*Nul n'est plus esclave que celui qui se croit libre.*»
~ Johann Wolfgang von Goethe

Notre système juridique dans son ensemble repose sur le droit maritime ou droit de l'amirauté dont très peu de gens sont conscients, qui est utilisé aux niveaux les plus élevés de notre système juridique. C'est une grande manœuvre de tromperie qui a été pratiquée sur la plus grande partie de l'humanité, nous maintenant empêtrés dans un réseau de confusion quant à qui nous sommes réellement et ce que sont nos droits en tant qu'êtres humains qui vivent et respirent, tandis que nous sommes littéralement traités comme des nombres par nos soi-disant autorités.

Il s'agit d'un système extrêmement complexe qui évolue depuis des millénaires et qui n'a rien à voir avec la justice pour le peuple mais, au contraire, tout à voir avec le contrôle des êtres humains qui sont tous souverains et ont des droits inaliénables qu'ils ne connaissent pas. Il s'agit de nous maintenir ignorants de façon à ce que nous continuions à être traités comme des marchandises et des biens.

La plupart d'entre nous sommes sous le choc et l'incrédulité lorsque nous tombons sur cette information pour la première fois, et nombreux sont ceux qui choisissent de la rejeter comme une absurdité. Je vous exhorte à lire ceci attentivement et à faire ensuite vos propres recherches pour vérifier ce que vous lisez ici. Partagez cette information avec tous ceux que vous connaissez car nous ne pouvons nous libérer du contrôle illicite exercé sur notre peuple qu'en nous informant.

L'information c'est le pouvoir. Utilisons cette connaissance pour nous libérer de l'oppression illégitime et de la tyrannie financière imposées au peuple par un petit nombre d'individus.

Première Partie

Les mots se terminant par SHIP ^[1] incluent la propriété, la garde, le partenariat, la mise sous séquestre et, bien sûr, la citoyenneté. La grande majorité de ces termes est utilisée commercialement parce que le commerce tire son origine des marchands du transport maritime qui ont étendu leurs rituels et pratiques de la mer à la terre.

C'est pourquoi vous devez "EXPÉDIER" [2] vos meubles de Vegas à Dallas, par exemple, alors même qu'il n'y a pas une seule goutte d'eau en vue. C'est aussi la raison pour laquelle vous avez besoin d'un passeport pour voyager. Il existe même des ports aériens, appelés aéroports, qui sont des extensions manifestes des lois et des rituels de la mer. Tout est question d'argent et de commerce.

Lorsque vous conduisez sur une route, vous utilisez une voie gauche et une voie droite. Ces voies sont symboliques des voies navigables. Étrangement, les rues des villes ordinaires ont des ronds-points [NdT des "îlots"] qui doivent être négociés, tout comme les navires négocient en eaux difficiles. La personne assise à côté du conducteur est appelée passager ; les passagers sont des gens qui sont emmenés d'un lieu à un autre sur des navires de commerce pour de l'argent.

On présume que vous êtes engagés en commerce lorsque vous conduisez sur une route. Les navires commerciaux doivent assurer leur cargaison. C'est pourquoi les passagers sont assurés parce qu'ils sont littéralement considérés comme des marchandises. À qui appartient la cargaison ? Faites des recherches vous-mêmes pour savoir jusqu'à quelle profondeur tout cela vous mène. Même le mot "monnaie" que nous utilisons pour désigner l'argent tire son origine des courants marins et signifie *mer actuelle*.

Le mot "personne" signifie société, et une personne est donc considérée comme une cargaison. Si une personne ne peut pas maintenir son intégrité commerciale, la société *coule*, l'entreprise ne peut rester à *flot* et est déclarée *insolvable*. Un solvant est un *liquide* dans lequel on peut dissoudre quelque chose. Si vous avez trop d'actifs non liquides, vous êtes *insolvable*. C'est pourquoi le mot *liquidités* est utilisé dans les affaires commerciales. Tout est affaire d'eau et de mer car les lois commerciales de la mer régissent le commerce et le fret.

Il s'agit de transformer de véritables objets solides (sur la terre ferme) en échanges de marchandises liquides (argent, documents commerciaux et titres négociables). La manière dont les illiquides (les actifs réels) sont liés au liquide (l'argent) est la fraude la plus magistrale et la raison pour laquelle les avocats reçoivent d'énormes sommes d'argent pour NE PAS enquêter sur ce sujet.

En résumé, cela fonctionne comme suit : sauf indication contraire de votre part, VOUS ÊTES LA CARGAISON DE L'ÉTAT. Toutefois, si vous indiquez à quelqu'un qui n'a aucune idée de ce dont vous parlez (comme un agent de la circulation, par exemple) que vous n'êtes pas une cargaison, il/elle vous considérera avec méfiance et vous gardera probablement à vue toute la nuit.

Voyez à quel point c'est astucieux : un navire accoste dans un canal et sa cargaison est déchargée dans une salle de livraison où elle est comptabilisée au moyen d'un certificat faisant office de titre. Les certificats sont la preuve de la propriété et de la valeur commerciale (comme un certificat d'actions). Est-ce donc une coïncidence que des bébés naissent également d'un canal de naissance dans une salle d'accouchement^[3] et qu'un médecin signe alors une déclaration de naissance viable et délivre un certificat de naissance à son nom ? Le bébé est ensuite enregistré^[4] (le mot registre vient du latin *rex regus* qui signifie "pour la Couronne"...^[5]) et ce bébé a maintenant une valeur commerciale en tant que bien meuble.

Ce bien meuble (cargaison) a été offert à la Couronne, c'est-à-dire qu'il a été ajouté au patrimoine du gouvernement^[6]. L'État a maintenant un intérêt commercial acquis ou une part dans la valeur de ce bien/cette cargaison. C'est pourquoi votre bébé humain est privé de tous ses droits et se voit attribuer une valeur commerciale^[7] destinée à être monétisée (échangée commercialement) en tant que partie intégrante de la société nationale^[8].

Veuillez consulter les éléments de preuve figurant sur notre site internet qui montrent que le gouvernement sud-africain est enregistré en tant que société à la bourse de New York^[9], ce qui lui permet de réduire sa population en esclavage par la vente de son labeur à des actionnaires invisibles dans le monde entier.

Si vous examinez votre acte de naissance, vous verrez qu'il ne dit pas ce que vous êtes, c'est-à-dire un être humain. Toutefois, quand un animal naît, le certificat établi spécifie "bovin", "félin", "équin" selon le cas. Pour simplifier, quand un bébé humain naît, une société fantôme est créée au nom du bébé. Le nom du bébé devient alors son titre, et cette jolie petite société n'a que les droits que l'État choisit de lui accorder.

Posez-vous la question de savoir si un bébé naît avec des droits naturels du tout (comme le droit à la nourriture et à l'eau) ou s'il a uniquement les droits qui lui sont accordés par l'État. Eh bien, l'État peut intervenir à tout moment dans la vie et l'éducation de cet enfant, n'est-ce pas ? Ce n'est possible que si l'enfant est sa précieuse cargaison. C'est la raison pour laquelle l'État a le droit de retirer les enfants à leurs parents à volonté, en transformant toute excuse qu'il aura choisie en argument juridique.

Rappelez-vous qu'un être humain de chair et de sang n'a aucun statut "juridique" naturel mais que seule sa société fantôme (qui est sa personnalité juridique^[10]) en a un. C'est la raison pour laquelle le terme "être humain" ne figure pas dans le dictionnaire juridique de Black^[11], alors que ce dictionnaire contient à peu près tous les mots imaginables. Toutefois, si vous recherchez

une définition pour “être humain”, revenez en 1930 en consultant le dictionnaire juridique de Ballentine dans lequel, à côté de l’entrée “être humain”, il est écrit “*sea monster*” [NdT monstre marin].

Les navires ont besoin d’instruments de navigation pour naviguer en eaux tumultueuses. Les instruments utilisés pour négocier les mers du droit commercial sont des titres négociables et ils sont utilisés comme “monnaie”. Les banques n’utilisent pas “d’argent” [12], elles fonctionnent avec des titres négociables tels que les lettres de change et les billets à ordre – PAS avec de l’argent [13]. L’argent est un terme fantaisiste utilisé pour rendre les gens heureux de l’autre côté du comptoir.

De même que les navires utilisent des instruments négociables, les marchands (banquiers, avocats et juges) utilisent également des titres négociables entre eux. C’est la raison pour laquelle ils menacent toujours de “prendre des mesures”. C’est très important car si vous comprenez le concept de titres négociables, les systèmes bancaire et judiciaire commencent à se détricoter et deviennent plus compréhensibles.

Par exemple, une “traite” n’est pas une pinte de bière. Une traite est une lettre de change qui constitue un ordre de payer de l’argent. Dans un monde où l’argent n’est soutenu par aucune ressource matérielle, un ordre de payer de l’argent, à l’instar d’une promesse de payer de l’argent, est véritablement l’argent lui-même.

Deuxième Partie

Le gouvernement est lui-même une personne morale ou personnalité juridique, ce qui signifie que c’est une société. Veuillez consulter les éléments de preuve sur notre site internet [14] qui montrent que le gouvernement sud-africain est enregistré en tant que société sur le marché boursier américain à New York, ce qui lui permet de réduire sa population en esclavage en vendant son labeur à des actionnaires invisibles dans le monde entier.

Le seul actif que possède cette société est sa population (un ensemble de gens). Il faut donc attribuer une valeur à cette propriété (l’ensemble des gens) de façon à ce qu’elle puisse être utilisée comme garantie pour contracter des emprunts. Le gouvernement doit donc calculer le montant de ce qu’il peut rembourser et la manière dont il peut le rembourser. Le mot rembourser ne signifie PAS payer quelque chose en retour. Il signifie simplement payer quelque chose encore et encore et encore. Faites attention à ce mot rembourser car il est très délicat.

Un recensement fournit au gouvernement les données dont il a besoin pour calculer la valeur de son bien. C’est ainsi que les pays peuvent emprunter de l’argent. Ils empruntent et utilisent les populations comme caution pour les

remboursements. En réalité, ils n'empruntent pas d'argent parce que l'argent est créé *ex nihilo* par les banques centrales. Rappelez-vous que le mot prêt dans son acception juridique ne signifie pas prêt comme vous et moi l'entendons. Ce mot est à la base d'une incroyable fraude. Les banques n'accordent pas de prêts, elles octroient du crédit. La différence est vitale pour l'avenir du monde à cette période charnière de l'Histoire.

Les ressources naturelles appartiennent aux vrais peuples humains sur terre. Toutefois, les êtres humains réels ne sont pas reconnus dans le droit commercial ; seule leur personnalité juridique/leur société fantôme est reconnue. Les êtres humains réels ont été amenés, par la ruse, à renoncer à tous leurs droits lorsque le poste d'accostage de leur navire (société) a été enregistré au moyen d'un acte de naissance. Par conséquent, les terres et les ressources naturelles ont été données à une société qui agit pour leur compte. Oui, le gouvernement d'un pays est une société et, oui, il est enregistré en tant que telle.

Pour faire partie de la société gouvernementale, il faut au préalable lui prêter allégeance. Aucune personne sensée ne prêterait jamais allégeance au gouvernement, du moins pas en connaissance de cause. Bien sûr, ce devrait être l'inverse. Lorsque vous prêtez allégeance à quelque chose, vous admettez que cette chose est plus puissante que vous et, par conséquent, vous lui donnez autorité sur vous. En d'autres termes, vous êtes un esclave soumis.

Voici la clé : recherchez la définition de "citoyen" dans le dictionnaire juridique de Black. Il est défini comme quelqu'un qui prête allégeance à l'État en échange d'avantages et de priviléges. Si vous êtes dans l'armée, vous avez eu le privilège de rentrer chez vous pour un week-end. Toutefois, ce privilège peut être révoqué à tout moment. C'est la même chose avec la citoyenneté. Vous avez été trompés à abandonner vos droits naturels au profit d'avantages et de priviléges accordés par une autorité supérieure. Vous êtes maintenant une entité corporative subordonnée à une autre société : l'État / le gouvernement. Bien entendu, l'État est subordonné à son créancier : c'est-à-dire. aux banques centrales. En fin de compte, tout se résume aux banques.

Alors, êtes-vous citoyen de votre pays ? Bien sûr que vous l'êtes. Dommage.

Au cas où vous seriez encore confus, un citoyen d'un pays est la propriété de ce pays au titre : 1) d'un acte de naissance; et 2) de l'enregistrement volontaire ^[15] de la citoyenneté. Si vous vous enrôlez dans l'armée, vous n'êtes plus un citoyen ordinaire car vous faites maintenant partie d'une nouvelle légion. En substance, ils ont changé de légion. Auparavant, les églises avaient un statut juridique complètement séparé appelé *piae causa* ^[16]. Fascinant.

Si vous ne pouvez pas payer une dette, vous devrez comparaître devant un juge dans un tribunal. Autrefois, les prêtres et les capitaines de vaisseaux pouvaient marier les gens. Les juges de commerce peuvent donc être associés aux prêtres et aux capitaines de vaisseaux, ce qui est la raison pour laquelle ils président aux affaires commerciales et qu'ils portent des robes noires. Les juges de la haute cour sont appelés "mon Seigneur" et tout le monde doit se prosterner devant eux. Jetez un coup d'œil à n'importe quel document de tribunal et vous verrez les parties littéralement prier pour que le seigneur sur son podium leur accorde son jugement. Ce système entier est une séquence rituelle intelligemment déguisée et conçue par ceux qui ont créé ce contrôle juridique pour nous. Mais nous nous éveillons à ses mensonges et à ses tromperies.

Quelle est la similitude entre une prière d'église et une prière juridique ? Dans les deux cas, vous vous soumettez volontairement à une autorité supérieure. Tout ce qui se passe en droit commercial concerne la soumission. Chaque document juridique que vous soumettez et que vous signez vise uniquement à vous faire vous soumettre à une autorité supérieure.

Lorsque vous comparaissiez dans un tribunal, on exige que vous vous teniez dans un *dock* (autre terme lié au transport maritime). Mais d'abord, vous devez passer par une petite clôture appelée *barre*. Cette clôture, qui souvent a une petite porte, représente la montée à bord d'un navire. Vous êtes maintenant dans le droit maritime de l'amirauté et n'êtes plus lié par le droit naturel ou droit commun [17] de la terre ferme.

Lorsque les avocats réussissent l'examen du barreau, ils sont en mesure de fonctionner "au dessus du pont" (autre terme de navigation), c'est-à-dire dans les règles, en tant qu'administrateur agréé. Ceci est en opposition au fait d'opérer "en-dessous du pont" (c'est-à-dire à la limite de la légalité) là où la cargaison, les esclaves et les criminels sont détenus. Les cellules de détention des tribunaux sont souvent situées au-dessous du niveau du sol, et les accusés sont amenés "au-dessus du pont" dans le dock.

Lorsque vous apposez votre signature sur une feuille de papier, la ligne située en-dessous de votre signature représente la ligne d'horizon, et en-dessous de cette ligne figure votre nom (généralement en lettres majuscules). Vous venez d'être trompé à vous reléguer en tant qu'être humain de chair et de sang vivant sur Terre et doué des droits naturels accordés par le Créateur (représenté par votre signature) à la position de simple cargaison/ propriété/ bien meuble/ esclave/ criminel ; et vous êtes maintenant lié par les conditions générales de cet accord.

En droit de la mer (droit maritime ou droit commercial), toute cargaison doit être étiquetée avec un nom et un titre. Avez-vous un nom et un titre (par

exemple, M., Mme, Mlle, etc.) ? Oui. Alors vous êtes un bien. Essayez ceci : essayez de signer tout accord avec les mots “tous droits réservés” sous votre signature. Ce petit acte va créer des ravages absolus. Pourquoi ? Parce que vous déclarez que VOUS AVEZ DES DROITS. À Dieu ne plaise que vous ayez des droits !...

Troisième Partie

“L’argent” que les banques vous obligent à utiliser et l’argent que les banques utilisent elles-mêmes sont différents. Les banques utilisent des billets à ordre et des lettres de change ; tout cela est clairement défini dans l’UCC (*Uniform Commercial Code* [18]). (D’autres pays dont l’Inde, l’Australie, le Royaume-Uni et l’Afrique du Sud utilisent la Loi sur les lettres de change [19]). C’est ce qu’est l’argent : **des morceaux de papier comportant des signatures**. La Loi sur les lettres de change qui provient du Royaume-Uni est commune à presque tous les pays du monde. Par exemple, un titre imparfait est défini dans le monde entier comme toute feuille de papier vierge portant une signature. Un titre imparfait peut être rempli sous forme de lettre de change de la valeur de tout montant. Faites attention à ce que vous signez.

À la fois l’UCC et la Loi sur les lettres de change traitent de la “capacité à contracter”. Vérifiez les mots : capacité (un volume de liquide/ité) à se contracter (revenir à zéro). Vous pouvez contracter n’importe quelle facture car notre “argent” n’est plus garanti par aucune ressource physique [20].

Pensez au concept de capital. Le président d’*États-Unis* (*États-Unis* est une appellation commerciale, la véritable raison sociale étant Compagnie de Virginie) vit à Capitol Hill. Chaque pays a une “capitale”. Tout ce qui est capital [21], comme les lettres majuscules, est lié à tout ce qui relève du commerce, ce qui veut dire que tout est réduit à l’argent [22].

Les Romains avaient trois classes de personnes: *capitis dimunitio maxima*, *capitis dimunitio media* et *capitis dimunitio minima*. Vous pouvez lire tout à ce sujet dans le dictionnaire juridique de Black. Les esclaves sont *capitis dimunitio maxima* (perte maximale de droits). Les noms des esclaves étaient écrits en lettres majuscules. Les pierres tombales portent des noms en lettres majuscules car ces noms représentent des personnes juridiquement mortes. La lecture intelligente et la compréhension de la Loi de 1666 sur la Fiducie *Cestui Que Vie*, adoptée alors que l’attention de tout le monde était rivée sur le grand incendie de Londres, prévoyait que tous les habitants soient juridiquement morts. Les actifs de tous les gens décédés furent placés en fiducie et détenus par l’État. Cela a cours encore aujourd’hui : vous ne possédez PAS de propriété, vous pensez seulement en posséder. Lisez attentivement votre titre

de propriété, il est écrit que l'État réserve tous ses droits. Êtes-vous mort ? Oui, c'est pourquoi votre nom est écrit en lettres majuscules sur tous les documents juridiques.

Examinez comment un diplomate épelle son nom officiel : la moitié de son nom est en majuscules et l'autre moitié en minuscules. Il s'agit de *capitis dimunitio media* et fait référence à une perte moyenne de droits.

Quand les esclaves eurent gagné leur liberté, ils reçurent un titre. Les esclaves étaient très heureux mais ils ne savaient pas que leur titre signifiait tout simplement "esclave". Cela souligne l'important aspect de tout ce langage complexe utilisé pour tromper l'humanité.

Une preuve supplémentaire que la mort abonde dans les domaines juridique et bancaire peut être constatée dans le mot "hypothèque" qui, comme le mot "morgue" [23], est associé à la mort. Même le mot "avocat/avoué", tiré de *attorn* [24], signifie "prendre à une personne pour donner à une autre" — tout en gardant une belle part pour soi, bien sûr.

Les avocats ne peuvent pas voir, ils ne peuvent qu'entendre parce que tout doit être écrit, raison pour laquelle vous avez une audience et non un visionnage. Nous pouvons donc affirmer avec confiance que la justice est aveugle. En fait, toute la salle d'audience est contenue dans un unique morceau de papier : le contrat. Au tribunal, le contrat est tout. L'écriture est le langage de la société car jadis, lorsque ces ruses ont été établies, très peu de gens savaient lire ou écrire. Quand ils ont appris à lire et à écrire, le langage juridique était encore très différent de celui utilisé dans la rue, même si les mots avaient la même sonorité. Le monde juridique et bancaire est complètement bidimensionnel : sans cœur ni âme. Certains juges ont le pouvoir d'accorder des recours mais ils ont les mains liées parce qu'ils jouent un rôle. Ils sont liés par le texte du rôle (les statuts), et cela ne laisse pas beaucoup de place à l'improvisation.

Vous remarquerez que les juges agissent toujours en honneur. On se réfère à eux comme étant "honorables". Mais être "en honneur" et "avec l'honneur" est complètement différent. C'est l'un des nombreux malentendus concernant le langage juridique. Les termes juridiques et les mots courants N'ONT PAS LA MÊME SIGNIFICATION.

Honneur signifie simplement "registres équilibrés" ou que "les dettes sont payées". Le juge est un banquier et ses registres sont toujours équilibrés. Un autre exemple classique est le mot "sécurité" qui ne signifie PAS ce que vous croyez. La sécurité est plus ou moins le gage d'un titre négociable. Vous donnez votre "sécurité" en gage au titre de façon à ce que le titre (ou la dette)

soit “sécurisé”. Un titre sécurisé est un instrument dans lequel une “personne” met sa sueur et son énergie pour s’assurer qu’il soit honoré (payé).

N’oubliez pas que le juge est assis sur un “banc” et que l’origine du mot banc vient du mot latin “banca” parce que les banquiers d’affaires s’asseyaient sur un banc dans les marchés. Si un banquier fraudeur était surpris en train de tricher, on cassait son banc en public, ce qui l’obligeait à partir en état de faillite.

Les juges sont toujours en honneur car être en déshonneur signifierait être insolvable. Les registres des juges sont toujours équilibrés / leurs dettes toujours payées car ils représentent la banque. Par définition, les registres d’une banque doivent toujours être en équilibre (ce qui est une preuve supplémentaire qu’elles ne prêtent pas réellement d’argent). Vous apprendrez cela lorsque vous vous renseignerez sur le système bancaire : la banque n’est qu’un système informatique de débit / crédit qui fonctionne selon vos instructions. Lorsque vous vous réveillerez et réaliserez que vous pouvez donner des instructions différentes à la banque et que suffisamment de personnes le feront également, tout changera. C’est une question de connaissance et d’illumination ; c’est notre engagement envers le peuple sud-africain.

Quatrième Partie

Le mot acte [25] est très intéressant. Un acte est quelque chose qui se joue sur scène. Shakespeare a déclaré : “*Le monde entier est un théâtre, les hommes et les femmes n’en sont que des acteurs.*” Cela ne pourrait être plus littéral, et la royale élite politique qui en comprend tout le sens a dû éclater de rire en l’entendant.

Aujourd’hui, lorsqu’une loi est votée au Parlement, elle devient tout simplement un acte. Bien sûr, aucun membre du peuple ou de la police qui fait respecter cette loi n’a la moindre idée qu’il s’agit d’un grand jeu de charades et qu’ils ne sont que de simples pions utilisés pour imposer une loi illégitime à leur propre peuple.

Vous vous demandez peut-être pourquoi vous devez toujours signer les contrats à l’encre noire. L’argument habituel est de dire que c’est plus facile à lire, mais c’est un non-sens total. La réponse la plus logique c’est que seules les signatures à l’encre fraîche ont une valeur en tant que titres négociables [26]. Lorsque ces titres furent initialement mis en circulation, la couleur de l’encre était noire. Lorsque vos titres (documents comportant votre signature) sont échangés entre les avocats et les banquiers, ces derniers doivent utiliser la signature à l’encre fraîche “noire”. Ils les endosseront (les signent au dos) et les échangent avec d’autres parties contre d’autres types d’argent. Cela se passe

régulièrement dans les coulisses s'agissant de vos prêts bancaires [27]. Les banques vendent notre signature apposée aux titres négociables que nous signons et qui se retrouvent sur le marché des produits dérivés [28], tandis que nous n'avons aucune idée de ce qui se trame. En fait, nous pensons que nous devons de l'argent à la banque, ce qui est la raison pour laquelle nous continuons à la rembourser tous les mois. Pensez au mot remboursement, signifie-t-il "rembourser quelque chose que vous avez emprunté" ou continuer à payer encore et encore ? [29]

En utilisant de l'encre noire, il est très difficile de reconnaître le document original [30]. Certaines banques américaines ont été épinglées pour avoir falsifié des signatures sur des documents d'hypothèque afin de saisir la propriété de leurs clients. Il y a eu un grand reportage sur *60 Minutes* à ce sujet. L'encre noire a également une connotation plus sinistre : elle représente la mort. Les robes noires au tribunal représentent la mort parce que les juges et les avocats ne traitent pas avec de vraies gens mais avec des sociétés ou des personnages d'une pièce de théâtre. C'est pourquoi on se réfère à nous en tant que personne juridique, fiction juridique ou personnalité juridique, ce qui n'est pas un être humain mais le titre d'une société ou un nom de scène.

C'est aussi une autre raison pour laquelle vous avez une audience et non un visionnage au tribunal et que la justice est aveugle. Le symbole de la justice est la déesse "Thémis" qui a les yeux bandés. Pourquoi le symbole de la justice serait-il une déesse aux yeux bandés ? Pourquoi même utiliser une déesse ? Cela fait partie de l'ancien rituel qui se poursuit et qui est maintenu de nos jours sans que personne n'en soit conscient. La plupart des gens croient que seules les cultures anciennes avaient des rituels relatifs aux dieux et aux déesses ; ils ont tort dans leur croyance.

En bref, quand vous signez un contrat, vous vous reléquez au rang de subordonné à une autorité supérieure. Toutefois, même le mot contrat est trompeur. Un contrat, substantif, est simplement un accord. Le verbe contracter signifie devenir plus petit, comme un ballon qui se contracte lorsque l'air sort. Parce que notre monnaie (*mer actuelle*) n'est plus indexée sur l'or ni sur aucune autre ressource naturelle, la seule raison pour laquelle elle se maintient, c'est parce qu'elle appuie sur la confiance de la population. Cela signifie que le peuple a le droit inaliénable de contracter (verbe) tout accord et de ramener à zéro le montant dû (engagé ou promis). Oui, vous avez bien lu, vous avez le pouvoir, grâce à votre signature, d'éliminer toute dette existante dans le monde aujourd'hui.

(En mémoire du Dr. Johan Joubert, qui a consacré sa vie à nous apporter ce volume de recherches et de connaissances. Ceci est une version révisée de l'un de ses nombreux articles.)

Publié par **Michael Tellinger**, les 01 et 02 août 2012.

Traduit de l'anglais par **BibiCabaya** (janvier 2019).

Source : **Ubuntu Party** :

Partie 1 : <http://www.ubuntuparty.org.za/2012/08/laws-and-words-that-enslave-us-part-1.html>

Partie 2 : <http://www.ubuntuparty.org.za/2012/08/laws-and-words-that-enslave-us-part-2.html>

Partie 3 : <http://www.ubuntuparty.org.za/2012/08/laws-and-words-that-enslave-us-part-3.html>

Partie 4 : <http://www.ubuntuparty.org.za/2012/08/laws-and-words-that-enslave-us-part-4.html>

Les Notes de BibiCabaya :

- [1] **Ship** est un mot anglais signifiant navire / vaisseau (voir les 218 mots ici : [Liste de tous les mots finissant par SHIP](https://bibicabaya.files.wordpress.com/2018/12/liste-de-tous-les-mots-finissant-par-SHIP.pdf) (<https://bibicabaya.files.wordpress.com/2018/12/liste-de-tous-les-mots-finissant-par-ship.pdf>))
- [2] Expédier se dit **to SHIP** en anglais.
- [3] Salle de livraison et salle d'accouchement sont désignées par les mêmes termes en anglais, soit **delivery room**.
- [4] Déclaré à l'état civil.
- [5] Nous avons vu dans un article antérieur que le terme "Couronne" désigne non pas que la monarchie britannique mais une société-État, la **City de Londres**.
- [6] **Tous les gouvernements sont tributaires de la Couronne** car ce sont des **entités commerciales**.
- [7] Après la déclaration du bébé à l'état civil, c'est le montant de cette valeur commerciale qui est déposé, au nom de sa société fantôme (sa fruduleuse «identité»), sur un compte bancaire dont il ne connaîtra jamais l'existence et qui sera, plus tard, utilisé pour qu'il bénéficie, le cas échéant, des allocations, de la retraite et de tout ce que l'État fait semblant de lui octroyer généreusement en prétendant que ce sont les impôts des contribuables qui sont utilisés à cette fin. Les impôts des contribuables n'arrivent même pas à payer les intérêts de la dette fictive des Rothschild !! Ce compte est bourré de fric à la maturité de l'homme ou de la femme, et *ils* s'en foutent plein les fouilles en tant qu'administrateurs de ces comptes. REMBOURSEZ !!!
- [8] «Société nationale» doit être entendue dans son acception commerciale, c'est-à-dire une **entreprise** car «l'État» est une société privée, qui plus est une société étrangère dont le siège social se trouve aux États-Unis...
- [9] Vous trouverez sur le site de **Dun & Bradstreet** (<https://businesscredit.dnb.com/> et <https://www.upik.de/>) toutes les informations montrant que l'État français est enregistré en tant que sociétés privées multiples sur ses registres commerciaux. Cette information est également disponible **en partie** sur societe.com ou infogreffe.fr (en effet, les organes de cette société enregistrés à l'étranger ne figurent pas sur les registres français).
- [10] Voir [Le Guide le l'Être Souverain](https://bibicabaya.wordpress.com/2018/06/09/le-guide-de-lettre-souverain-revu-corrigé-et-complet/) (<https://bibicabaya.wordpress.com/2018/06/09/le-guide-de-lettre-souverain-revu-corrigé-et-complet/>) sur ce blog, un guide élémentaire qui donne un aperçu général.
- [11] À la page 279 du *Black's Law Dictionary*, on peut lire ceci : **"BESTIALITY. A sexual connection between a human being and a brute of the opposite sex. State v. Poole, 122 P.2d 415, 416, 59 Ariz. 44."** Traduction : **BESTIALITÉ. Un rapport sexuel entre un être humain et une brute du sexe opposé...** Ceci signifie clairement que l'être humain est *juridiquement* considéré comme une bête, un animal.
- [12] C'est ce qu'a fait valoir Peter Smith, dit **Peter of England** (<https://www.werebank> et <https://www.youtube.com/user/ReMovementPolitics>) lors de la création de sa banque *WeRe Bank* sur laquelle j'avais publié de nombreux articles avant le piratage de ce blog en 2016.
- [13] L'argent c'est l'or et l'argent (métal), et l'argent ne circule plus depuis belle lurette. Il dort dans des voûtes souterraines hors de portée de nos yeux et de nos mains.
- [14] La référence a disparu du site du Parti Ubuntu mais on peut la retrouver sur le site de la SEC (*Securities & Exchange Commission*) à la rubrique **"Companies for SIC 8888 - FOREIGN GOVERNMENTS"**.

- [15] Quoique inconscient car les parents qui signent cette déclaration de naissance ne savent pas qu'ils remettent leurs enfants en tant qu'esclaves (biens meubles) à "l'État" (une société privée qui appartient à des *particuliers*!).
- [16] Œuvres de piété.
- [17] Le "droit commun" était à l'origine ce que l'on nomme le *droit coutumier*, mais il a été intégré aux "codes de lois" des sociétés se faisant passer pour des autorités légitimes et transformé en statuts, c'est-à-dire qu'il a été **modifié**. Un exemple de modification est le droit civil qui a été *remanié* jusqu'à faire disparaître ce que le peuple considère comme une famille normale et véritable : un père, une mère et des enfants. Maintenant, ce "code civil" fait état de "parent 1", "parent 2", etc. jusqu'à plus soif, et prévoit même que les parents puissent être de même sexe. Cette transformation du droit commun s'est imposée par le "haut" et non par **la coutume** des hommes et des femmes... Il ne s'agit donc plus de "droit commun ou coutumier" mais de vulgaires statuts de propagande.
- [18] L'UCC est le code américain de régulations commerciales utilisé dans le monde entier dans la mesure où pendant des décennies tous les pays du monde ont été mis au pas par les États-Unis... Chaque pays a donc son équivalent de l'UCC. Il existe aussi l'Unidroit qui est un code commun.
- [19] Il s'agit de la loi britannique nommée ***The Bills of Exchange Act 1882***, mais il y a aussi la **Convention des Nations Unies sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux (New York, 1988)**.
- [20] Depuis 1971.
- [21] *Capital* en anglais signifie à la fois capital/e et majuscule.
- [22] Nous sommes dans une prison commerciale... où nous nous croyons libres !
- [23] En anglais *hypothèque* se dit **mortgage** et *morgue*, **mortuary**.
- [24] Le mot avocat (droit) se dit de trois façons dont **attorney**.
- [25] **Act** en anglais signifie également **loi** (= règle statutaire).
- [26] Les chèques, billets à ordre, lettres de change et pseudo "contrats" de prestations de services, prêts bancaires, etc.
- [27] C'est la pratique dite de **titrisation**. Nous avons vu dans ce blog dès 2014 qu'un "accord/convention de prêt" n'est pas un contrat mais **un billet à ordre**, c'est-à-dire **l'argent lui-même**, autrement dit **un billet** — comme dans "billet de banque".
- [28] Ce marché est évalué à plus d'un billiard de dollars ($10^{15} = 1$ million de milliards de dollars) (voir https://en.wikipedia.org/wiki/Names_of_large_numbers). Notre signature rapporte gros... mais **pas à NOUS !!!**
- [29] De l'anglais **repay** = **re + pay** ; **re** = à nouveau, encore ; **pay** = payer.
- [30] C'est pour cette raison que je signe toujours en couleur et que je mentionne sur mes documents la couleur de l'encre utilisée pour la signature... Cela ne fait peut-être aucune différence dans la pratique dans ce monde de la finance qui est corrompu jusqu'à la moelle (des copies du document sont peut être vendues quand même), mais c'est **stipulé**, ce qui signifie que je ne donne pas mon consentement à cette fraude et que si elle a lieu en dépit de mon refus, je n'en porte aucune responsabilité. Quand on sait, on ne peut pas faire comme si on ne sait pas.